

France-Allemagne : un destin européen au XX^e siècle

Ingo Kolboom,
*professeur à l'Université de Dresde, titulaire de la
 Chaire études d'histoire et de civilisation francophones,
 membre du Haut Conseil culturel franco-allemand*

Rappel d'un passé présent*

"La folie de la haine a longtemps dominé. Mais elle s'est effacée. Les peuples se sont rapprochés plus que dans le passé. Malgré les souvenirs et la méfiance qui continuent d'exister nous avons affaire aujourd'hui à un monde tel qu'il n'a jamais existé (je ne parle pas de scènes de fraternisation précipitées) et depuis des années Paris est redevenu une destination pour de nombreux Allemands !"

Tels furent les propos d'introduction de Fritz Stahl, historien de l'art, dans son livre sur Paris, publié en 1928. Paroles naïves ? Comme celles du médecin et écrivain Gottfried Benn qui raconte, en 1930, qu'il a fait depuis la guerre quatre voyages plus ou moins grands en France et qu'il n'a nulle part remarqué une animosité "contre nous en tant qu'Allemands". Et Gottfried Benn de plaider lui aussi pour le rapprochement entre les deux pays. Paroles naïves ? Comme celles de Heinrich Mann sur les "États-Unis d'Europe" en 1924 ? Ou celles de Josef Ponten sur le Rhin, interprété par lui comme le fleuve supranational, symbole d'une nouvelle Europe ?

Ils furent nombreux, plus nombreux qu'avant 1914, les hommes de lettres d'après-guerre en Allemagne, en France, dans l'Europe tout entière, à repenser l'Europe. La grande barbarie continentale avait recréé une communauté spirituelle qui redécouvrait la "forge de l'idée" nommée

Europe. Elle était en cela fidèle au testament lyrique d'Émile Verhaeren dont l'écrasement en gare de Rouen semblait tragiquement refléter le destin des derniers Européens dans cette guerre fratricide : "Si nous nous admirons vraiment les uns les autres / Du fond même de notre ardeur et notre foi, / Vous les penseurs, vous les savants, vous, les apôtres / Pour les temps qui viendront, vous extrairez la loi."

Mais les Romain Rolland et André Gide en France, les Unamuno en Espagne, les T.S. Eliot en Grande-Bretagne – pour ne citer que quelques noms – étaient-ils alors les derniers Européens qui avaient survécu à un monde qui venait de s'écrouler ? Ou furent-ils les précurseurs d'un nouveau genre européen – nés trop tôt ? Leurs textes, inspirés par une nouvelle certitude et prêts à insuffler une âme à l'idéal d'une pensée et d'une action européenne communes, furent-ils des textes de rêveurs ? Ces "penseurs et savants" n'étaient certes pas dupes. Ils voyaient très bien ce qui se passait

autour d'eux. Et les Allemands européens étaient bien conscients des problèmes franco-allemands d'ordre politique et psychologique qu'entraînait le traité de Versailles, le "diktat", l'occupation de la Ruhr. Heinrich Mann par exemple, malgré sa force visionnaire, restait tout à fait lucide. "Chacun de nos pays sent encore la grande puissance dans ses veines – et il n'est plus une véritable grande puissance... Notre sentiment ne correspond pas aux faits. Nous avons le sentiment d'être les plus développés et de le rester malgré la discorde intérieure, malgré le déclin évident", écrit-il dans son manifeste *VSE* (États-Unis de l'Europe), en 1924.

Est-ce pour cette même raison que ces mêmes hommes et femmes voyaient lucidement que, sans entente entre la France et l'Allemagne, rien n'allait plus en Europe ? Lorsque la boucherie de Verdun battait son plein, Annette Kolb, l'écrivaine alsacienne, prédisait que les gardiens du Rhin se lèveraient un jour comme les gardiens de l'Europe

* Ce texte est une version modifiée et élargie de mon article "D'une Europe à l'autre", publié dans le catalogue édité à l'occasion de l'exposition "La course au moderne. France et Allemagne dans l'Europe des années vingt 1919-1933", Musée d'Histoire contemporaine de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 23 octobre au 31 décembre 1992.

dès que celle-ci serait unie par un péril commun. Heinrich Mann quand à lui ne perdit pas cette certitude durant l'occupation de la Ruhr : " Si l'Europe veut devenir une : d'abord nous deux ! Nous sommes la racine. Le continent s'unit à partir de nous, les autres ne peuvent que nous suivre. Nous sommes responsables de nous-mêmes et du reste. " Son compatriote Stefan Zweig, la même année, publia son livre monumental sur Romain Rolland qu'il présenta au public allemand comme " la conscience de l'Europe ". Zweig, cette autre conscience européenne, fit redécouvrir aux siens *Jean-Christophe*, dont la première traduction allemande avait paru en pleine guerre mondiale, en 1917, et qui connut dans l'Allemagne des années 20 un succès énorme.

L'Europe littéraire et intellectuelle, en sursaut moral, se voyait en avance sur le politique. C'est vrai de l'ensemble du monde politique qui vivait toutes les crispations d'une époque qui, elle, ne savait pas encore vivre la paix. En effet, Locarno, ce petit feu de l'espoir européen, n'eut lieu qu'une année après la publication du manifeste de Heinrich Mann. Mais à relire son texte, nous redécouvrons une étonnante source d'inspiration politique. C'est Édouard Herriot lui-même, ce chef de file du Cartel des gauches, qui lui prête ses pensées sur l'Europe : " Le patriotisme perd son importance sacrée quand il devient agitation impudique. ... Nous allons essayer de créer les États-Unis d'Europe. Et si cela ne réussit pas encore nous nous donnerons au moins la peine de vivre en voisins pacifiques. "

Locarno ne fut pas la divine surprise. Bien que limités dans leur influence et agissant sur un terrain on ne peut plus difficile, des éléments prometteurs et de bonne volonté étaient présents dès la fin de la guerre et de chaque côté du Rhin. Le terrain était préparé non seulement parmi une partie des élites culturelles mais aussi, de plus en plus, parmi les mouvements de jeunes et d'anciens combattants. Il ne manquait que les acteurs capables de transformer cet esprit en politique. Un incident heureux fit que deux vrais hommes d'État – chacun à sa manière enfant du XIX^e siècle – se trouvèrent de part et d'autre du Rhin

et s'unirent pour préserver la paix en Europe : d'un côté Aristide Briand, l'ancien anarcho-syndicaliste, qui fit occuper en 1921 Duisburg, Ruhrort et Düsseldorf pour finir par constater l'isolement de la France dû à une politique de contrainte pure et simple envers l'Allemagne ; de l'autre Gustav Stresemann, l'ancien monarchiste, qui souffrait tant de l'effondrement du Reich que cela le transforma en un républicain de raison.

Chacun avocat des intérêts redéfinis de son pays, ils s'appliquèrent en commun à stopper une politique bien française qui consistait à imposer à l'Allemagne humiliée l'application intégrale du traité de Versailles. Les deux nationalistes se mirent à apprendre une langue, celle de l'Europe. "Pensez-vous que je serais allé sans gêne à Locarno pour y rencontrer des ministres allemands ? J'y suis allé quand même, et les Allemands sont venus également. Et nous avons parlé en tant qu'Européens. C'est une nouvelle langue ! Il va falloir l'apprendre", dit Briand devant la Chambre.

Leur " Locarno " fut le printemps des années 20, l'anticipation d'une politique d'entente franco-allemande et d'un système de sécurité européenne qui – grâce à la sagesse de Briand – sut même réinclure les États-Unis à l'occasion du dixième anniversaire de leur entrée en guerre. Mais ce bel envol devint un échec tragique. N'allons pas répéter ici les leçons des manuels d'histoire sur l'échec d'une politique qui paraît – *a posteriori* – une course contre les réalités européennes elles-mêmes et surtout contre les réalités allemandes. La vision d'une fédération européenne, lancée une première fois par le comte de Coudenhove-Kalergie en 1924 et projetée une dernière fois par Briand en mai 1930 finit par voler en éclats dès

la première crise économique mondiale. La mort de Stresemann en 1929, puis celle de Briand en 1932 marquent assurément la fin d'une courte période portant en elle les germes d'une véritable politique anti-Versailles. Cette dernière était en quelque sorte celle d'un système de paix dont le fonctionnement repose sur le respect mutuel des États signataires, sur une politique assidue de réconciliation morale, en particulier entre la France et l'Allemagne, et de coopération politique et économique.

Certes, nous savons par la suite que ce premier essai de rapprochement franco-allemand dès 1924 reposait sur des bases insuffisantes. Certes, les mouvements de réconciliation allemands et français comme les mouvements européens dans d'autres pays se développaient dans la dispersion et dans la confusion. Mais comment conduire une politique de bonnes intentions vers son succès si le cadre global reste marqué par une logique bien différente. Celle-là restait toujours celle des traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon, Sèvres et Neuilly ; ces traités n'avaient ni la sagesse classique d'un congrès de Vienne qui avait su instaurer un équilibre continental sans humiliation du vaincu, ni l'audace des conceptions du président américain, Woodrow Wilson, qui avait voulu jeter les bases d'un nouvel ordre moral entre les États et les peuples et ancrer cette Europe déstabilisée dans un système de sécurité mondial.

L'esprit des traités, en particulier celui de Versailles qui réglait le sort de l'Allemagne, n'était-il pas dominé par le désir français (et polonais et italien) de contenir l'Allemagne vaincue en l'isolant, l'abaissant, l'humiliant ? Le nouvel équilibre européen à la française moralisa le vaincu – ce que le congrès de Vienne avait su éviter quand il s'agissait de réintégrer une France doublement vaincue dans une Europe restaurée. En même temps le congrès de Vienne n'avait pas voulu mettre en place une nouvelle morale internationale mais un tissu classique de sécurité continentale qui ne faisait que renforcer la méfiance de l'autre et au-delà le sentiment d'insécurité de chacun des États.

Le rejet continental des idées de Wilson, premier essai d'une alliance euro-américaine dont une Allemagne démocratique aurait fait partie, a certainement contribué à la victoire de l'isolationnisme américain. Ce triomphe du continentalisme européen s'effectua au détriment de la jeune démocratie allemande condamnée à vivre avec les stigmates de la culpabilité et de la "trahison" de Versailles. L'Europe continentale sortait d'une guerre dont l'issue décisive se régla en dehors de ses frontières. Même délabrée et impuissante elle n'était cependant pas suffisamment affaiblie pour renoncer à une politique d'équilibre conventionnel dont la force motrice était la méfiance mutuelle et – nouvel élément – la punition morale d'une nation entière.

Le résultat est bien connu. Ce ne fut pas la paix mais une paix avortée. Un tel système de *containment* dans le cadre d'une Europe politiquement réduite ne pouvait réussir dans sa tâche à pacifier le titan allemand ligoté. Au contraire, ce fut la meilleure façon de lui insuffler l'esprit de revanche et de discréditer les forces politiques nouvelles en Allemagne qui cherchaient l'entente avec les anciens ennemis. Ainsi la politique allemande se voyait-elle doublement invitée – de l'extérieur et de l'intérieur – à reprendre une politique classique de puissance. Et celle-ci finit par se diriger contre une France qui laissait rapidement derrière elle le statut d'une puissance victorieuse de 1918. La France veillait avec d'autant plus de méfiance sur les autres, en particulier sur l'Allemagne, qu'elle n'avait plus les moyens de réaliser ses propres ambitions de puissance dominante. Son retrait derrière une ligne Maginot fut l'expression suprême d'une politique dont l'issue sera l'impuissance et l'isolement.

Ce fut à une autre guerre d'enseigner définitivement à l'Europe qu'elle n'existait plus comme centre de décision mondial et de lui faire comprendre que le continent n'avait plus de place pour une lutte pour l'hégémonie. Les hommes de bonne volonté dans l'Europe d'après 1945 n'étaient sans doute pas plus nombreux que leurs précurseurs des années 20. Et nous ignorons quel aurait été leur sort si le dossier Europe

avait été encore une affaire purement européenne. La France à la fois vaincue et victorieuse n'avait même plus le choix entre "Versailles" et "Locarno". Le Reich allemand n'existait plus, l'ancien ordre européen avait disparu lui aussi. Morcelée, diffamée, sans contours, l'Allemagne avait cessé d'éveiller la peur. Son sort n'était plus qu'un dossier européen amoindri, passé directement aux mains des nouvelles grandes puissances mondiales. L'une, l'Union soviétique, à l'est de l'Europe, se mettait à kidnapper sa proie européenne pour en faire un otage à long terme. L'autre, à l'ouest, les États-Unis, une deuxième fois venue de loin pour sauvegarder l'Europe, ne voulait plus la lâcher. Ce qui en restait était trop faible pour recommencer le jeu d'antan.

Dorénavant, des hommes résolus des deux côtés du Rhin et dans les autres pays de l'Europe occidentale eurent le vent en poupe pour réaliser un rêve et une ruse dont on avait vu la naissance dans les années 20. Cette fois, l'Europe n'avait plus la force d'empêcher sa propre pacification. Dès lors, les anciennes puissances européennes vivaient avec l'évidence de ne plus être de véritables grandes puissances, chacune à sa manière. Cette fois, les sentiments allaient de pair avec les faits, à vitesse variable. La réconciliation franco-allemande après la Deuxième Guerre mondiale fut donc à la fois le fruit de la défaite française en 1940 et de la défaite allemande en 1945, un fruit de la guerre froide et de la bonne volonté de ceux dont l'expérience juvénile puisait dans les heurts de l'entre-deux-guerres pour en faire des avertis pour toujours.

La nouvelle raison franco-allemande, pour s'imposer à l'Europe, eut besoin de cette complicité de circonstances. Elle contribua manifestement à l'Ouest à mettre en œuvre une Europe "morale", telle que l'avait vainement souhaitée Georges Duhamel dans les années 30, capable de

jeter les bases d'une construction européenne politique, à la fois chantier économique et lieu de transformation psychologique des êtres humains. Mais l'histoire de cette construction ne fut point une voie royale, plutôt un labyrinthe de chemins vicinaux malgré un Rhin devenu, cette fois-ci, fleuve supranational, symbole même d'une nouvelle Europe en naissance. L'échec de la CED, la mésentente franco-allemande juste après la signature du traité franco-allemand, la politique de la "chaise vide" de la France à Bruxelles dans les années 60, l'échec du plan Werner sur l'union monétaire début des années 70, la morosité européenne au début des années 80, la brouille franco-allemande à la veille de l'unification, les cafards de Maastricht, les ruines de Sarajevo en témoignent. Et la longue existence du rideau de fer en Europe et du Mur en Allemagne ne fut-elle pas le monument-monstre d'une crise de longue durée ? L'échec ou la crise, comme acte de naissance du futur succès, ne serait-ce pas là le secret du renouveau continu européen ?

Et huit ans après la chute du Mur au cœur de l'Europe nous continuons à fermer la longue période d'après-guerre. Ni l'Europe ni l'Allemagne ne sont plus, aujourd'hui, orphelines de leur sort. La sérénité amère de l'histoire a fini par nous retrouver le dessein d'une Europe qui embrasse de nouveau sa taille d'antan. Mais les lendemains de cette dernière ne chantent pas gratuitement, et sa grandeur ne fait pas forcément le bonheur des siens. Elle se doit de cultiver sa mémoire, sa propre forge de l'idée qu'elle se fait d'elle-même, mémoire qui ne connaît point les parenthèses, ni celles de la joie ni celles de la colère. Qu'elle reste à l'écoute de l'apatride Ivan Goll, poète de langue française et allemande, qui appelait, en 1938, le cyclope, "Frère au front poli / Rebâtit l'Europe / Le rêve aboli (...) Et sous les médailles / D'astres redorés / Suis les funérailles / D'un siècle abhorré." Et que cette Europe rebâtie soit moins unie par un péril commun que par un intérêt propre. Et qu'elle ne soit plus trop grande ni pour la France ni pour l'Allemagne. Toutes les deux auront l'Europe qu'elles mériteront.